684

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 684 19 mai 1983
Vingtième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
François Brutsch
André Gavillet
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon

Points de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz
Catherine Dubuis
Gil Stauffer

Le spectacle

Déjà les commentateurs politiques sont à leur calculatrices. Les résultats des dernières élections cantonales, voire communales (!) passent au tamis de l'analyse; on additionne, soustrait, corrige. En point de mire, l'issue des prochaines élections fédérales d'octobre; il s'agit de prévoir.

Radio et télévision de leur côté vont préparer sans doute la grande soirée électorale avec au menu sociologues, ordinateur, projections et fourchettes. A 20 h. 32 on nous annoncera peut-être que l'UDC zurichoise a gagné un siège, à 20 h. 43 que la stabilité règne à Neuchâtel et, peu après 21 h., surprise, que le notable PDC de Lucerne s'est fait souffler son siège par un co-listier nouveau venu.

Curiosité légitime? Contrainte des médias de fournir l'information très vite, de la précéder, voire même de la créer? Il y a de cela, mais ce qui frappe avant tout c'est l'effet de mimétisme. Dans tous les pays qui entourent la Suisse les échéances électorales créent les possibilités réelles d'un changement visible, palpable; la majorité peut basculer, la gauche ou la droite prendra le pouvoir. Cet enjeu tient en haleine, il alimente pronostics et commentaires, justifie la longue nuit devant le petit écran.

En Suisse, rien de tel. Le scrutin proportionnel, en ouvrant largement les portes du parlement à tous les courants politiques, empêche la création de deux blocs homogènes et antagoniques. Pas de bouleversement quadriennal mais une évolution lente, dans un sens puis dans l'autre. Et surtout les élections fédérales restent profondément marquées par les conjonctures locales: on vote encore beaucoup en fonction des données cantonales. D'où la

plupart du temps pour les partis, des pertes et des gains qui se compensent plus ou moins. Dans ces conditions pas de vagues de fond: il manque l'espace — l'espace national — pour l'élan.

On peut regretter cet état de fait, envier ces combats, cette mobilisation qui saisissent périodiquement nos voisins et que nous vivons par procuration. C'est peut-être le prix que nous payons pour la démocratie semi-directe; élire ses représentants prend une valeur relative quand par ailleurs il est possible d'intervenir directement dans des décisions d'espèce.

Pas d'Etat-spectacle donc, pas de chocs privilégiés entre des leaders plus ou moins providentiels... Mais une chance réelle de sortir de l'ornière des affrontements personnalisés, slogans faciles et formules qu'on se jette à la figure, pour entrer en matière sur les véritables enjeux de la gestion politique.

On peut dès lors se demander si le rôle civique des médias ne serait pas, plutôt que de vouloir rendre spectaculaire le déplacement de quelques sièges sur l'échiquier politique, de favoriser la prospective sur les problèmes de l'heure: travail - temps libre - chômage, production - gaspillage - économies, croissance - environnement... Les partis n'aiment pas rêver et les hommes politiques ont autre chose à faire.

Le «Tages Anzeiger Magazin» du 7 mai dernier s'y est essayé en donnant la parole à Rudolf Strahm: deux visions de la Suisse en 2003 (cf. page 2). Réaction significative, deux parlementaires radicaux zurichois, invités à commenter les scénarios, ne sont même pas entrés en matière; pour le premier, pas de dialogue fructueux possible sur des idées aussi extrêmes, pour le second l'auteur a besoin d'un oculiste.

L'idée n'est donc pas si mauvaise: quand des politiciens bourgeois — d'autres aussi peut-être — font la grimace, c'est qu'il y a politique sous roche.

J. D.

Comment les Suisses sont venus à bout du chômage

Ces deux scénarios pour la Suisse du début du siècle suivant, décrits par Rudolf Strahm, partent de présupposés identiques: même taux de croissance de la productivité, même coût final pour la collectivité. Mais chaque scénario répartit ce coût différemment...

Gains de productivité pour de plus hauts salaires, pour une consommation accrue, ou pour un temps de travail restreint et l'élimination du chômage?

Cette question fondamentale, grossièrement résumée ici, n'est-elle pas plus politique que tous les slogans, tous les programmes, tous les bilans de législature que la campagne électorale va nous prodiguer abondamment?

SCÉNARIO I

En 2003, la Suisse, si l'on en croit la statistique du produit national, a une économie florissante. Mais il faut contraster l'image.

D'un côté, un secteur économique moderne, efficace, à haute productivité, des salaires élevés, 40 heures de travail par semaine.

De l'autre côté un secteur flou, mal saisi par la statistique: 10-5% de chômeurs, une proportion équivalente de personnes qui se meuvent entre les institutions sociales et l'économie souterraine: des marginaux.

Plus de 25% du revenu national est consacré aux chômeurs, aux institutions sociales, aux mesures de sécurité destinées à contenir cette marginalité.

SCÉNARIO II

En 2003, la Suisse a une économie florissante, mesurée à la qualité de la vie et au degré de liberté de ses habitants.

Pas de chômage, 30 à 35 heures de travail hebdomadaire dans cette société basée à la fois sur la production informatisée, des productions artisanales et des éléments d'auto-subsistance. Plus d'un tiers des actifs travaillent moins que la durée moyenne, avec une réduction correspondante du revenu. Chacun choisit son temps de travail — trois ou cinq jours par semaine, six ou dix mois par an par exemple, retraite entre 55 et 65 ans.

Travail réparti, temps libre, mesures publiques pour prévenir les coûts sociaux de l'activité économique — pour un renchérissement de 10% — les biens de consommation durables ont eu leur vie prolongée de 50%.

POINT DE VUE

Le dialogue... Quel dialogue?

Le 7 mai dernier a eu lieu au Centre universitaire catholique de Lausanne une journée de réflexion organisée par le groupe «Dialogue de civilisations», créé il y a environ une année par des universitaires soucieux de sensibiliser les milieux de notre Haute Ecole aux problèmes posés par les contacts multiculturels.

De cette journée riche en découvertes diverses, retenons en vrac quelques impressions. Les deux ethno-sociologues invités tiennent un langage culpabilisé-culpabilisant très marqué, et mettent fortement en doute l'Université comme lieu privilégié d'un dialogue, vu son caractère élitaire. Il est vrai que la société occidentale a jalonné sa route d'ethnocides, et que le modèle qu'elle propose continue, hélas! de fasciner bien des sociétés en voie de développement.

Les Africains, venus en nombre au C.U.C., ont eux-mêmes exprimé leur désarroi: pourquoi ont-ils

choisi l'Europe? Dans quelle mesure n'ont-ils pas déjà renié leurs racines en prenant cette décision? Qui seront-ils au moment du retour? Y aura-t-il retour? Toutes ces questions ne sont pas nouvelles, mais elles sont terriblement actuelles.

Le problème alors posé est le suivant: pour qu'il y ait dialogue, il faut qu'il y ait distanciation, prise de conscience de ses propres valeurs, remise en question de celles-ci, et ouverture au discours de l'autre.

Si on constate et qu'on intériorise la faillite des valeurs occidentales, sur quoi donc assiérons-nous notre dialogue? Il est à craindre que logiquement nous devions nous contenter de faire notre «*mea culpa*», de nous couvrir la tête de cendres et d'acquiescer sans réserves aux valeurs de l'autre. Il y aura alors absorption et monologue, en aucune façon il n'y aura dialogue. Comment donc éviter ce double écueil: celui de l'absorption avide (pratiqué par l'Occident pendant des siècles) et celui de l'indifférence méprisante (endémique actuellement), au profit de ce que j'appellerais la curiosité sereine? Les conditions de cette approche de l'autre sont loin d'être réunies; il n'est cependant pas impossible qu'une meilleure information et une réflexion plus poussée au sein de l'Université favorise peu à peu une telle attitude.

J'ajouterai, détail significatif, que les débats avaient lieu en français, ce qui donnait déjà l'avantage aux «recevants». D'autre part, face aux Africains très réservés, qui «attendaient de voir», j'avais l'impression qu'une fois de plus, et avec les meilleures intentions du monde, nous leur «faisons violence». Ce dialogue, le souhaitent-ils? Et comment, sous quelles formes inouïes qui ne soient pas de l'ordre de nos catégories désespérément cartésiennes?

En définitive, la question fondamentale reste: comment écouter, recevoir, accueillir l'autre, le différent, et demeurer soi-même?

Question valable pour tous les contacts humains, de quelque nature qu'ils soient, sans exception.

Catherine Dubuis

Il y a quarante ans: «La Voix Ouvrière»

Au début de mai 1943, à la veille des élections communales, les électeurs genevois reçoivent un journal de quatre pages intitulé «La Voix Ouvrière», bulletin électoral d'une «Liste ouvrière» dont l'origine n'est pas difficile à deviner, malgré l'absence de noms connus (frappés d'interdiction: pas question d'être candidats). Succès électoral de la nouvelle liste, avec à la clef une participation à l'élection du Conseil administratif. «La Voix Ouvrière», électorale et légale, paraît au moins quatre fois au cours de ce mois de mai 1943.

Quelques jours plus tard, le 8 juin, un «Parti ouvrier» se constitue formellement à Genève. Selon ses statuts, il regroupe des organisations du canton de Genève et a pour but «la défense des intérêts matériels, spirituels et moraux de l'ensem-

ble des travailleurs citadins et campagnards dans l'ordre politique, économique et social».

Petit détail amusant: les mots «citadins et campagnards» ont été ajoutés par l'assemblée constitutive et ne se trouvaient pas dans le projet photocopié.

Ouverture: la collaboration avec tout groupement poursuivant les mêmes buts n'est pas exclue; et par ailleurs l'adhésion à une organisation nationale est envisagée, le nom du Parti socialiste suisse étant même mentionné expressément entre parenthèses. A noter que les interdictions frappant plusieurs organisations de gauche n'avaient pas encore été levées à l'époque et que des arrestations furent opérées ultérieurement.

Le nouveau parti eut bientôt des partis frères dans d'autres cantons. Il disposa bientôt d'un hebdomadaire, «La Voix Ouvrière», précisément, à partir du 18 août 1944 tandis que le Parti suisse du travail se constituait les 14 et 15 octobre de la même année. C'est alors que le Parti ouvrier de Genève adopta son nom actuel.

A DEUX PAS

Des artisans de l'information

Vesoul et Quetigny, deux villes pas très éloignées de notre pays où paraissent deux revues bimestrielles qui devraient nous amener, une fois de plus, à reconsidérer cette idée toute faite selon laquelle le nombril de la France est Paris.

«L'Estocade» a été lancée en 1979. Malgré une interruption temporaire — pour des raisons financières, évidemment — le journal franc-comtois vient de publier son numéro 17 (mars-avril 1983). Il correspond exactement aux buts de l'association éditrice: œuvrer pour la recherche et l'information sur l'histoire, la culture et la vie sociale en Franche-Comté. Dans la dernière livraison, on trouve un article sur les élections municipales, sur un licenciement

aux usines Peugeot, les immigrés, les capitaux «en cavale», les élections et la vie municipale et nous en passons. Diffusion du numéro 16: plus de 1500 exemplaires dont près de la moitié aux abonnés, le reste aux acheteurs plus ou moins réguliers.

Adresse utile: B.P. 102, F-70002 Vesoul Cedex.

«Alternatives économiques», lancé en 1981: une progression constante! Le numéro 15 (du 15 mars au 15 mai 1983) a été tiré à 10 000 exemplaires dont près de la moitié ont été distribués à des abonnés. Un journal d'information critique sur l'actualité économique et sociale qui cherche à mieux sensibiliser l'opinion sans prétendre détenir la vérité. Qualité cardinale! Des contacts nombreux paraissent établis avec d'autres groupes de pensée, c'est ainsi que le dossier sur l'économie sociale (Ater éco 13) a été publié en commun avec «L'Economie en

questions» (bulletin d'information et de réflexion économiques).

Une rubrique stimulante, Alter ec(h)o, signale des revues, des publications, des stages dont on ignore, souvent, en Suisse l'existence.

Adresse utile: 57, bd de la Motte, F-21800 Quetigny.

EN BREF

Réorganisation de l'industrie horlogère suisse autour d'un nouveau holding. Industrie horlogère suisse SA, produit de la fusion de l'Asuag et de la Ssih: la Société de Banque Suisse et l'Union de Banques Suisses «remettent ça» et tous les commentateurs et observateurs autorisés relèvent avec une certaine satisfaction les centaines de millions de francs suisses qui seront injectés dans l'opération (coût global depuis le début des grandes manœuvres: près d'un milliard); l'importance de ces engagements laisse supposer que les conclusions des experts de Hayek Engineering SA (informations précises le 26 mai prochain) ont convaincu les banquiers que l'«affaire» était viable, et même rentable à terme. Conclusion rassurante dans le brouillard des informations connues à ce jour, mais conclusion peut-être un peu rapide: de l'importance des mises déjà consenties aux avantages liés à la nouvelle dimension industrielle désormais acquise par les banques et qui pèsera lourd à toutes les prochaines échéances économiques et sociales, il y a toute une série de facteurs qui ont pu influencer la décision de renflouement et qui ne sont pas directement fonction de l'état de santé de l'horlogerie helvétique.

MOTS DE PASSE

Louve

Sous le ventre tombent
pour un continent
la destinée et son frère.

Hélène Bezençon.

En point de mire: l'économie de l'eau

Ce n'est pas encore la révolution, mais c'est au moins un geste dans le bon sens: la recommandation (la décision finale n'est pas encore prise, loin de là!) de la Commission fédérale pour la protection des eaux qui se prononce pour l'interdiction des phosphates dans les produits de lessive doit être saluée avec sympathie. Il y a là une volonté, dans le secteur crucial de la pollution des eaux, d'entrer enfin en lutte contre les causes et non plus contre les symptômes (il faudra bien entendu s'en prendre aux autres catégories de pollueurs par les phosphates).

Les lecteurs de «Domaine Public» sont particulièrement familiers du problème: depuis des années, sous la conduite de Pierre Lehmann, nous les entretenons ici des enjeux liés à l'apprentissage d'une meilleure gestion de l'eau¹. Une obsession qui va beaucoup plus loin

que la révélation — pourtant indispensable — du gaspillage institutionnalisé de l'eau potable: c'est une manière de vivre, en définitive, qui est en jeu; et à travers l'usage de l'eau, une façon de retrouver, malgré la «civilisation du tuyau», une part de responsabilité quotidienne sacrifiée sur l'autel d'un hypothétique confort, voire une parcelle d'autonomie.

Dans cette perspective, la querelle concernant le NTA, composé nitré de l'acide acétique qui prendrait la place des phosphates², est un combat d'arrière-garde: la substance la plus biodégradable qu'on connaisse pour la lessive est le savon. Dans la marche pour sa réhabilitation, il faut se garder de toutes les «solutions» intermédiaires: ce sont des années perdues à nouveau et la constitution inévitable de nouvelles poches de résistance économiques qu'il faudra réduire.

L'espoir, finalement? C'est que la longue lutte pour l'interdiction des phosphates mène à une réflexion sur l'économie de l'eau, dont les principaux paramètres ne sont pas sans rappeler

ceux qui donnent toute sa dimension sociale au débat sur le nucléaire. Ci-dessous, un rapide résumé des positions développées dans ces colonnes.

¹ Pour mémoire: «Domaine Public» entrait en matière dès la fin 1979 (DP 511, 30.8.1979: «Epuración des eaux: un marché de dupes»). Depuis lors, voir, entre autres: DP 540, 3.4.1980, «Se passer des phosphates» ou DP 545, «Nettoyage et lessives: pour un retour à la raison», etc.

² Voir le dossier publié tout dernièrement par «J'achète mieux» (avril 83) sur les lessives sans phosphates. Et cette conclusion, après des tests: «(...) On constate que si les produits sans phosphates ne sont peut-être pas parfaits, comparés aux lessives traditionnelles, ils offrent néanmoins une alternative valable tout à fait acceptable. Les lessives traditionnelles sont des produits sophistiqués et efficaces qui ont été mis au point et améliorés au cours de ces trente dernières années. Les produits sans phosphates sont, dans bien des cas, des produits rudimentaires sur lesquels on peut encore travailler afin de trouver une solution idéale. Nous demandons aux fabricants, chimistes et chercheurs de mettre leurs forces ensemble pour aller vers la solution que nous attendons.»

CIVILISATION DU TUYAU

Donnez-nous notre eau quotidienne!

La politique poursuivie en matière de lutte contre la pollution des eaux en Suisse a été caractérisée par un transfert des responsabilités de l'individu vers le technocrate. Ce dernier a acquis, du fait de lois «ad hoc», une position de force qui lui permet d'imposer ses exigences même lorsqu'elles vont à l'encontre du bon sens.

1. LE PARI FOU DE 1971

La loi fédérale sur la protection des eaux de 1971

consacre en effet la suprématie du technocrate des services de protection des eaux, car elle prévoit expressément la centralisation des eaux usées à l'aide de réseaux de canalisation, dans des stations d'épuration. Elle fait ainsi un pari sur les possibilités techniques de l'épuration centralisée, pari d'autant plus fou que rien n'est prévu simultanément pour réduire les quantités d'eau usée. Le droit au gaspillage de l'eau potable reste implicitement acquis à chacun. D'ailleurs la structure des tarifs favorise ce gaspillage. Il est amusant de constater ici qu'il y a un parallèle presque parfait entre la manière de produire et de consommer d'une part l'eau et, d'autre part, l'électricité. Dans les deux cas, on a retenu des solutions centralisées, par essence gaspilleuses, et on en a profité pour maxi-

miser le gaspillage en structurant le tarif de manière adéquate.

La conséquence de l'option centralisatrice de la loi de 1971 a été de mettre en selle une nouvelle panoplie de savants, les experts des techniques d'épuration accompagnés d'un cortège de technocrates chargés de transmettre la bonne parole aux exécutants. Très rapidement, le maintien et le renforcement de cette nouvelle structure de pouvoir est devenu le but prioritaire. Le traitement décentralisé des eaux usées en est venu à être considéré comme fondamentalement répréhensible et n'est autorisé qu'exceptionnellement lorsqu'on ne peut vraiment pas faire autrement. Et là, il est amusant de constater que les exceptions accordées le sont le

plus souvent pour des raisons économiques et pas pour des raisons de protection de l'environnement...

2. DE NOUVEAUX MARCHÉS

On ne peut s'empêcher de constater que cette manière d'aborder le problème de la pollution des eaux a surtout été efficace pour ouvrir de nouveaux marchés (tuyauterie, béton, machines, appareils de mesure, etc.) sans pour autant permettre d'approcher, même de loin, une solution au problème de plus en plus dramatique de la pollution des eaux. De fait, lorsque la responsabilité pour un problème qui concerne la collectivité est transférée des citoyens à un nombre forcément restreint de technocrates, il est inéluctable que les solutions centralisées et simplistes viennent à l'ordre du jour, car ce sont les seules que ces technocrates peuvent espérer dominer. La proposition qui veut qu'il y ait autant de solutions à un problème qu'il y a de cas particuliers, proposition pourtant extrêmement réaliste surtout dans le domaine de la pollution, ne peut que les désécourager et, de ce fait, ils la rejettent en général avec véhémence. On ne saurait le leur reprocher, car il y va de la justification de leur fonction.

L'épuration des eaux est devenue avant tout une proposition économique. La lutte contre la pollution des eaux est devenue un aspect secondaire. Tout ceci est dans la logique du système économique actuel, basé sur le tabou du profit et du confort et n'est donc pas en soi très étonnant. Il peut paraître souhaitable de repenser le problème en mettant ces tabous au second rang et en admettant que la sauvegarde de l'environnement et en particulier des écosystèmes aquatiques est prioritaire.

3. AU BOUT DU TUYAU

Le citoyen auquel on a enlevé sa responsabilité pour un problème donné comme, par exemple,

celui de la pollution des eaux, est prié de passer à la caisse et se décharge ainsi en payant un devoir qui lui incombait. Il peut donc en principe garder la conscience tranquille. Après tout, il continue à faire sa part, mais il la fait autrement. Le problème que son argent doit permettre de résoudre s'estompe et disparaît de son esprit. A sa place, il y a un gros tuyau d'égout dans lequel il peut mettre tout ce dont il veut se débarrasser. Il entrevoit confusément à l'autre bout du tuyau des spécialistes occupés à ressortir de l'eau ce qu'il y a jeté.

La concentration des eaux usées dans des canalisations a les inconvénients suivants :

- Déresponsabilisation des citoyens.
- Débits d'eaux usées importants rejetés en un point.
- Mélange de matières organiques en principe utilisables avec des produits chimiques toxiques.
- Lorsque le réseau d'égout n'est pas parfaitement séparatif (cas le plus fréquent), les stations d'épuration sont débordées lorsqu'il pleut.
- Les stations d'épuration usuelles consomment beaucoup d'énergie électrique et sont donc tributaires de la fourniture de courant.
- A mesure que les exigences imposées au système d'épuration augmentent, les stations se compliquent de plus en plus, consomment de plus en plus d'énergie et deviennent de plus en plus fragiles.
- Génération de pollution secondaire sous la forme de boues toxiques que l'on n'ose plus reprendre dans l'agriculture et que l'on tend de plus en plus à incinérer à grand renfort d'énergie.
- Coûts très élevés pour la collectivité.

4. LE CYCLE NATUREL

Le théorème le plus évident en matière de lutte contre la pollution des eaux : « L'eau qui pose le moins de problèmes est celle que l'on n'a pas salie. » Il est amusant de constater que dans le domaine de l'énergie, on a un théorème rigoureusement semblable qui affirme que le kWh le moins problématique

est celui qu'il n'y a pas besoin de fournir. Ces théorèmes sont probablement trop simples et trop peu glorieux pour mériter l'attention du pouvoir. Pour l'instant, on assiste plutôt à un forcing pour poser des tuyaux d'égouts. Et on a beau tendre l'oreille, on n'entend aucun officiel ou élu dire qu'au fond, on pourrait peut-être gaspiller un peu moins d'eau, améliorer la gestion de l'eau. Pourtant les possibilités d'action dans ce domaine sont multiples.

Considérons d'abord le cycle hydrologique naturel. Les nuages donnent lieu à des précipitations, dont une partie tombe sur le sol sous forme de pluie ou de neige. Une partie de cette eau est stockée (glaciers, porosité du sol, couches de neige temporaires), le reste ruisselle et rejoint cours d'eau, lacs et, finalement, la mer. A ce ruissellement s'ajoute l'eau rendue par les différents stocks. Le rayonnement solaire réévapore l'eau précipitée, essentiellement de la mer, mais aussi via l'évapotranspiration des plantes et l'évaporation de l'eau directement à partir du sol, des rivières et des lacs. Les nuages se reforment et le cycle recommence. Ce système bouclé accomplit pour nous plusieurs choses importantes : il règle le climat et, en particulier, le niveau de température au voisinage du sol, il purifie l'eau et la met à disposition. Pour qu'il puisse fonctionner, il fallait que la vapeur d'eau soit plus légère que l'air et que la glace soit plus légère que l'eau liquide. Coïncidences heureuses !

5. LA FUITE EN AVANT

Considérons maintenant la manière dont nous utilisons l'eau. Nous admettons qu'il y a d'un côté une réserve infinie d'eau potable et, de l'autre, un dépotoir infini pour nos eaux usées, à savoir les océans. Chemin faisant, nous transformons aussi nos lacs en dépotoirs intermédiaires. Cette manière de penser est linéaire : elle ne s'intéresse qu'au flux d'eau qui transite dans le système, flux que l'on

SUITE ET FIN AU VERSO

Donnez-nous notre eau quotidienne!

soumet, par ailleurs, aux contraintes simplistes du système économique. En particulier, il faut que cela rapporte quelque chose en francs et centimes et que cela contribue à l'augmentation du PNB. La logique d'un tel système est la fuite en avant: il faut que les flux augmentent toujours. Une économie dite prospère est une économie qui augmente son chiffre d'affaire chaque année. C'est pourtant le plus sûr moyen de la condamner à terme en accélérant le moment où elle viendra buter violemment contre les limites imposées par la finitude des ressources. Curieusement, cette évidence n'effleure pas le monde politique qui préfère la politique de l'autruche.

Appliquée à l'eau, cette manière de faire est catastrophique. Elle repousse sur des techniciens de sortie de tuyau la responsabilité de nettoyer les eaux usées quelles qu'en soient les quantités. Ce pauvre diable de technicien de sortie de tuyau est forcément submergé et son destin est dramatique, car on lui demande ni plus ni moins que de faire mentir le deuxième principe de la thermodynamique.

6. LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS

Il est illusoire de poursuivre dans la voie actuelle. La priorité des priorités: redonner la responsabilité au citoyen, car il n'est pas possible de s'en sortir sans sa collaboration active. Si vraiment on veut lui imposer des contraintes, il serait infiniment plus efficace de lui imposer une limitation de consommation d'eau potable, plutôt que de lui imposer des raccordements souvent contre-productifs. D'autant plus qu'avec le niveau de gaspillage actuellement atteint, des restrictions progressives n'auraient probablement aucune incidence sur le

confort. Cela aurait, de plus, le grand avantage de promouvoir la gestion de l'eau et de rendre plus évidente la notion que l'eau potable est un bien précieux, et qu'il convient d'en user avec respect et parcimonie.

La gestion de l'eau dans l'habitat et dans l'industrie ne semble pas faire l'objet d'une réflexion quelconque de la part des autorités. On se contente de fournir toujours plus d'eau plus ou moins potable et de canaliser toujours plus d'eau usée de plus en plus toxique. On retrouve ici la pensée linéaire des compagnies d'électricité. En revanche, il y a eu des efforts de gestion dans l'industrie qui ont rapidement payé des dividendes et il y a certainement un bon nombre de citoyens qui ont fait des efforts chez eux.

L'absence de gestion fait que les eaux usées sont aujourd'hui très diluées. Par ailleurs, il n'y a guère de réseau d'égouts qui soit vraiment séparatif et des eaux claires viennent encore augmenter la dilution.

7. DES TRUCS TOUT SIMPLES

En général, la gestion de l'eau n'exige pas d'équipements sophistiqués et est à la portée du bon sens de chacun. Par exemple, si on accepte de nettoyer la cuvette des WC avec une eau déjà légèrement polluée, on peut, à confort égal, réduire sa consommation d'eau potable d'environ 40%. Le lavage des voitures n'exige pas non plus de l'eau potable. Aux Etats-Unis, le recyclage des eaux de lavage de voiture est monnaie courante et le même litre d'eau passe et repasse sur les carrosseries. Dans le temps, les urinoirs publics consistaient en une plaque noire avec, dessous, une rigole. On nettoyait ça une fois par jour au plus. Aujourd'hui, on a des urinoirs individualisés et chaque utilisation exige quelques litres d'eau. Aucun effort n'est fait pour minimiser la quantité d'eau requise pour évacuer les cuvettes de WC. Pourtant, avec un

balayage tangentiel, on ferait avec deux litres d'eau ce qu'on fait aujourd'hui avec dix litres! La mécanique des fluides peut aussi s'appliquer dans les toilettes. Les appareils dits sanitaires devraient être jugés sur leur efficacité par rapport à l'eau qu'ils utilisent, tout comme maints appareils ménagers sont aujourd'hui jugés sur leur efficacité énergétique.

8. LES CYCLES

On a mis la charrue devant les bœufs. Il faut réapprendre à penser en terme de cycles et non de flux linéaires. Disposer de ses eaux usées est à envisager comme une opération de recyclage et non comme une opération de rejet (politique du plus grand commun dépotoir). Cela impose que l'eau usée ne contienne que des matières recyclables, donc biodégradables. Elle peut d'ailleurs contenir aussi des sels minéraux, si ces eaux usées sont rejetées dans le sol. Le recyclage de l'eau usée sera d'autant plus aisé que les quantités seront faibles (solutions décentralisées).

Finalement, il faut admettre que la matière organique dans ses différents états fait en principe toujours partie d'un cycle. Il n'y a donc pas de déchet organique au sens exact de ce terme. Le problème est de mettre ce que l'on considère comme déchet organique de la bonne manière au bon endroit, auquel cas il n'y a plus de déchet ni de pollution. Les méthodes centralisées qui ont cours aujourd'hui, en particulier le traitement centralisé des eaux usées, rendent la mise en œuvre de cette règle élémentaire de plus en plus difficile.

FIN

Catalogues en poche

Vishniac, au Musée de l'Elysée. A la galerie du Casino, un choix exceptionnel des grands photographes de l'agence Magnum. Les locaux restaurés de l'Etat de Vaud et de la Ville de Lausanne accueillent des expositions d'un rare intérêt. Tout ce qu'on a pu lire, dans la littérature d'avant le réalisme socialiste, sur l'«âme» russe et juive se retrouve illustré, authentifié par Vishniac: ces paysages urbains de neige molle et brune, ces rues aux façades tristes, ces silhouettes d'un noir orthodoxe.

L'éditeur Jean Genoud a eu l'idée et l'audace d'éditer, en lieu et place de catalogues d'exposition, une édition de poche d'excellente facture. Trois volumes sont sortis. *La Puissance du regard* reproduisant une sélection des photographies collectionnées par Charles-Henri Favrod et exposées il y a plusieurs mois au Musée des Arts décoratifs de Lausanne (un musée vivant!), *Terre de guerres*, les photographes de Magnum, témoins du Moyen-Orient, et *Images de la Suisse*, de Paul Senn.

Une découverte, l'exposition de Senn que Genoud nous restitue en livre de poche. Seront fascinés ceux qui sont sensibles à l'histoire qui marque non seulement la mode, le vestimentaire, la coupe de cheveux d'une époque, mais aussi, on ne sait trop comment, les visages, les attitudes, les gestes. On retrouve avec Senn la Suisse de la crise, de la guerre avec ce qui était encore son humilité ou sa fierté (voyez certains gestes du travail paysan magnifique). En trois livres de poche, l'histoire dans sa dimension épique et quotidienne.

A. G.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Machines et langages

Je me repens...

J'ai écrit naguère ici-même un article où je m'en prenais aux mini-ordinateurs qui permettent de jouer aux échecs.

... Laissant entendre que les dits ne jouaient pas très bien — ce qui est grave (je veux dire: mon insinuation).

... Laissant entendre en outre que tous les ordinateurs, machines à calculer, etc., qui prolifèrent dans notre quotidien ne sont peut-être pas nécessaires, peut-être pas aussi efficaces qu'on le dit — ce qui est infiniment plus grave.

Aujourd'hui, je me rends à l'évidence.

Voici quelques années, la Maison Payot avait bien

Première ligne:

Client no Facture no Date

Deuxième ligne:

15100 386348 30.03.83

Troisième ligne:

DATE/RÉF. DÉSIGNATION No QUANTITÉ PRIX DÉTAIL PRIX UNIT. REMISE % MONTANT FR.

Quatrième ligne:

CA 200.00 fév. 83 1 0.00 0.00 0.00 0.01

Cinquième ligne:

*** ICHA 9.30% sur Fr. 0.01 0.00

Sixième ligne:

FRAIS DE PORT 5.60

Septième ligne:

ARRONDI 0.01 CR

Huitième ligne:

! NET A PAYER 5.60 !

J'ajouterais:

— que les deux points d'exclamation ne sont pas de moi, mais de la machine;

— qu'à supposer que le chiffre de 200.00 figurant à la quatrième ligne se réfère aux deux cents exemplaires que j'ai été chercher moi-même, il n'y a pas eu de frais de port, puisque j'ai été les chercher moi-même. Mais on ne peut raisonnablement demander à la machine d'être au courant de mes

voulu éditer l'un de mes livres. Elle y avait quelque mérite, ledit livre, peu lisible, s'annonçant difficile à vendre...

Tous ceux qui ont «sorti» une fois ou l'autre, savent combien les *comptes* sont difficiles à établir de manière claire (du moins sans l'aide de la machine): remise au libraire, droits d'auteur par exemplaire effectivement vendu, c'est-à-dire déduction des services de presse, etc.

Avec la machine, la limpidité même!

Je reçois le décompte suivant:

allées et venues et de celles des autres auteurs «Payot», dont les uns ont aussi été chercher eux-mêmes leurs livres, cependant que les autres se les faisaient adresser par la poste...

C'est en vrain qu'on objecterait que les indications CA et CR ne sont pas absolument claires: une note m'avertit que je puis formuler toute réclamation dans les huit jours!

J. C.

Trous de mémoires

Accumulation et consommation de documents, montagnes d'informations, tris de plus en plus difficiles (DP 679 et 683).

Mais reste à voir si les supports utilisés (papier, films, bandes magnétiques), les matières et les modes d'inscription (encres, pigments, signaux magnétiques) vont, eux, résister au temps.

Rien n'est moins sûr.

Il se pourrait même que, rapportée à la quantité produite, la part de documents à même de durer longtemps — un siècle au moins — ne soit, aujourd'hui, plus faible que jamais.

Déjà évoqué ici, le problème de la «durabilité» des documents photographiques. Que restera-t-il, dans cinquante ans, des milliards de photos sur papier plastifié sortant aujourd'hui des tireuses industrielles? Rien ou presque.

Les enregistrements magnétiques?

Pour ce qui est de la permanence: lamentable. L'archivage à longue durée est pratiquement impossible avec le matériel actuel — qui n'est d'ailleurs pas conçu dans ce but. Ordre de grandeur du temps de conservation: dix ans.

Les disques microsillons? Avec des conditions de stockage optimales et une faible fréquence de lecture, la conservation peut être longue. Ordre de grandeur: cinquante ans.

Films et microfilms? Mêmes problèmes qu'avec les épreuves photographiques. A moins que des mesures particulières et sévères de conservation ne soient prises, la dégradation est rapide. Ordre de grandeur: Dix à vingt ans.

Le papier? Les papiers chimiques et les encres actuels sont, s'agissant de la stabilité à long terme, d'une qualité si désastreuse que tous les bibliothécaires et archivistes sérieux s'arrachent les cheveux. A la Bibliothèque du Congrès, à Washington, les imprimés vont être passés, par tonnes, à la chambre à vide, pour que le papier dégaze et se libère des

acides volatils qui menacent de le dégrader rapidement. Il est probable que la plupart des livres actuels ne verront pas l'an 2050.

Les peintures? Les peintres «modernes» n'auront que ce qu'ils méritent. Bien fait (quant au Parthénon, autant le fourrer le plus vite possible au British Museum. Et que les Athéniens crèvent sous leur pollution atmosphérique).

Le «disque compact»? Intéressant. La gravure d'informations numérisées, lisibles sans contact mécanique, sur un support chimiquement et mécaniquement stable est, indiscutablement, une voie royale de la conservation. D'autant plus qu'il est possible — mais, évidemment, coûteux — de produire, aux fins d'archivage, des supports beaucoup plus solides et stables que ceux actuellement commercialisés. Mais, pas de miracle. Un calcul pifométrique montre que l'enregistrement numérique de l'image d'une carte de géographie en couleur — par exemple — et sa restitution, grandeur nature et avec une définition semblable à celle de l'original, est encore très au-delà des capacités techniques actuelles et le restera encore un bon bout de temps. Et pourquoi triturer des gigabits quand on peut déplier une carte?

Moralité:

— La quantité d'informations produite aujourd'hui ne peut l'être, pour la plus large part, qu'au prix d'une rapide «dégradabilité».

— La difficulté du tri constitue une dégradation de l'information elle-même (de toute manière, on ne vit pas de ce qu'on mange — mais de ce qu'on digère, n'est-ce pas madame von Allmen?).

— La fragilité du support et la difficulté de sa préservation semblent croître bien plus que proportionnellement à la densité d'informations stockées. A cause de la présence, en masse croissante, de polluants internes et externes de toutes sortes, les méthodes d'archivage deviennent plus complexes et, donc, de moins en moins sûres et de plus en plus coûteuses.

— Un sacré couillon (un soldat, dit-on) mit le feu à la Bibliothèque d'Alexandrie. Dommage. Stupi-

dité. Mais, en fait, combien de documents importants ont-ils été perdus?

Quelques dizaines, au plus.

Et bien le bonjour à vos paperasses.

G. S.

PS Fait significatif. Parmi tous les articles consacrés par le dernier numéro de «La Recherche» à «La révolution des images», aucun ne traite des questions de conservation et d'archivage. L'obsolescence n'est plus planifiée, elle est devenue la condition «sine qua non» de la production.

VERTS ROSES ET VERTS PÂLES

M^{me} Anne-Catherine Ménétrez fait dans le gauchisme bon teint comme d'autres font dans le shopping bon genre.

M. Daniel Bréaz, lui, fait dans la modération rassurante comme d'autres font dans l'antialcoolisme.

Et voilà donc les Verts divorcés avant d'être mariés et, qui plus est, cocus et contents de l'être...

Les groupements plus ou moins fantômes, créés ou en train de l'être, réunissant d'un côté les pâles et, de l'autre, les roses, ne représentent rien. Les MPE-GPE — nettement marqués à droite, malgré leurs dénégations vaseuses — n'ont d'implantation qu'urbaine et cravatée. Les roses — nettement marqués à l'extrême-gauche malgré leurs molles protestations unitaristes — ne sont qu'un nuage de groupuscules. Les pâles — selon D. Bréaz — sont les écolos «authentiques». Les roses seraient donc payés par Moscou et Pékin.

Tout cela est complètement ridicule. Et il n'en sortira rien sinon des chamailleries, des politcailleries et philosophicailleries.

Avant de palabrer à l'échelon du pays, tous ces groupements feraient bien de balayer devant leurs portes cantonales et régionales.

Sont-ce les prochaines élections qui les excitent pareillement?

Allons, du calme. Seraient-ils blets à peine verts?

G. S.